

La ville précaire : les « isolés » du centre ville de Marseille

Ascaride G., & Condro S.,
(2001). Paris : L'Harmattan, collection *Logiques Sociales*.

Le foyer d'accueil des migrants est probablement une spécificité française dont la Sonacotra est le parfait exemple. Le foyer dit "de la poste" à Marseille était situé rue Colbert à l'angle de la rue d'Aix dans un immeuble qui avait été un hôtel de luxe au début du 20^e siècle. Contrairement aux foyers traditionnels voire aux grands établissements de 200 à 300 chambres, voire les 1012 lits du foyer de Nice, il était inconnu du public, comme fondu dans l'espace urbain. Ainsi pourquoi intervenir sur un site qui ne pose aucun problème de marquage social ou de désignation de la part de l'environnement social ? De manière évidente il répondait à sa fonction.

Les problèmes de sécurité sont officiellement à l'origine du projet de réhabilitation ; géré par la Sonacotra les murs appartenaient à Marseille aménagement. Si la Sonacotra avait été propriétaire de l'immeuble, elle aurait probablement réalisé les travaux en maintenant la fonction du foyer. Mais dans le contexte du démarrage de l'opération dite de "reconquête du centre ville" de Marseille, il devient une forme d'habitat indésirable.

C'est à ce carrefour de l'histoire des politiques publiques marseillaises que se situe l'étude confiée au cabinet ADEUS que dirige Salvatore Condro. Cette étude qui avait pour origine le foyer s'est élargie aux cas des foyers et hôtels meublés du centre ville. Ils ont en a été tiré le présent ouvrage

Cette catégorie abstraite que constitue "les iso-

lés", comme le montre les auteurs, est une construction historique et idéologique liée à la manière dont les pouvoirs publics ont géré la question de la main-d'œuvre immigrée. Cette notion d'isolé ne vaut que pour autant que l'on considère qu'ils sont célibataires lors de leurs séjours en France. Isolés, ils ne le sont pas dans leur sociabilité quotidienne pas plus que dans leur vie familiale puisqu'en général ils contribuent largement aux revenus de leur famille restée au pays.

Les travaux d'Abdelmalek Sayad ont largement contribué à faire connaître la situation du migrant. Dans le cas précis de la situation du milieu des années 90, vis-à-vis des opérateurs du logement, elle était encore largement méconnue voire ignorée. La situation concrète définie par Sayad et reprise par les auteurs est celle d'une forme de regroupement inédite ; "celle d'ouvriers chargés de famille, isolés en France et vivant en collectivité masculine". De ce point de vue il s'oppose au regroupement familial.

Dans le centre ville de Marseille Belsunce, Noailles, mais aussi Montolieu, une partie des restaurants ou cafés, les hôtels meublés, constituent une multitude d'activités liées à leur présence. Ils ne sont pas les seuls dans ces lieux de transit qui longtemps ont constitué des lieux d'échanges économiques (cf. Tarrus, A., 1995. Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine, Editions de l'Aube). Ils en constituent cependant la partie la plus fragile et la plus soumise aux caprices des politiques publiques.

Fermer un hôtel meublé de la part de la Préfecture c'est très simple, dans un cadre de procédure administrative. Que l'hôtel continue son activité ensuite n'est problématique que pour les occupants qui ne peuvent plus bénéficier des allocations logement.

Leur présence au centre ville de Marseille est liée à une histoire singulière qu'a bien décrit Emile Témime (*Marseille transit : les passagers de l'oubli*, Editions Autrement, 1995). La particularité de Belsunce, proche de la gare, du port (et aujourd'hui de l'aéroport) à été d'être ce lieu de transit et d'accueil. Dans le discours ambiant et xénophobe ils sont rendus responsables de la situation de dégradation. Parler de reconquête c'est forcément s'adresser directement à eux.

Ainsi l'ouvrage démonte le processus même par lequel la formulation du contenu de l'étude par les pouvoirs publics a conduit à isoler cette catégorie de personnes et en faire un objet de travail. Or les foyers abritent une population « plus diverse socialement, sexuellement et ethniquement » (p53). Isolé serait donc une catégorie technique de relogement plutôt qu'une réalité sociale.

En passant du singulier de ces situations à la généralité de la question du logement sur l'ensemble de la ville, l'ouvrage pose de fait une question de fond aux décideurs de ces politiques : peut-on encore parler de parcours résidentiel ? La crise actuelle viendrait, selon Daniel Béhar cité par les auteurs, de ce qu'il « n'existe plus à proprement parler de marché du logement. Le modèle de régulation publique du marché, conçu en période de progrès économique et social tourne à vide ». Les concurrences entre les différents publics sur les mêmes produits de logements troublent les segmentations historiques qui constituaient des repères du marché du logement.

Sur Marseille la question de la construction des logements sociaux finit par rejoindre la question de la segmentation sociale de l'espace. Rendre Belsunce fréquentable au travers d'opération d'aménagement n'est plus ni moins que la continuité idéologique de l'opération du centre directionnel impulsée par Gaston Defferre. Les "isolés" relogés lors de l'opération de démolition du quartier Sainte Barbe sont toujours occupant d'un foyer construit à la Belle de mai.

Dans le débat politique local quelle serait l'alternative au centre ville pour les célibataires immigrés ? Certainement pas les logements vacants dans les cités de la périphérie. Le discours public construit un non lieu pour des publics jugés non acceptables.

En définitive, quelles leçons tirer de la manière dont la question est abordée ?

Tout en mettant en cause l'approche des pouvoirs publics l'ouvrage en reprend tout de même un élément important : la description concrète de la situation vécue par les occupants des foyers reste la seule manière de sortir du débat idéologique. Une part de l'ouvrage est consacrée à cette relation, notamment au regard de la double appartenance des personnes, de leurs difficultés économiques et juridiques, de leur précarité de leurs pratiques spatiales.

Ils ne peuvent être les acteurs d'un contre-pouvoir qui serait en mesure de contrecarrer la toute puissance de l'action publique. L'expérience de l'association "Un centre ville pour tous" à Marseille montre qu'une action volontaire peut permettre de faire valoir des droits (jurisprudence récente liée au relogement des occupants de l'hôtel meublé rue de la Fare).

L'expression et la mise en œuvre concrète de ces droits pour des publics en situation de précarité doit constituer une dimension du contre-projet urbain à élaborer. Le foyer réhabilité accueille aujourd'hui des étudiants, et les anciens occupants, déplacés, sont passés d'une invisibilité sociale à une autre.

En termes de méthode, le contenu du livre reste très proche, dans la description des situations des personnes, du contenu de l'étude rendue aux pouvoirs publics (et donc du cahier des charges induisant cette méthode). Il aurait probablement fallu reprendre une partie des enquêtes en reconstruisant l'objet de l'étude, notamment la technique d'entretien à partir d'histoires de vie plus développées à mettre en regard avec l'incohérence des politiques publiques

Francis Cann

*Chargé de mission habitat
Communauté d'agglomération Garlaban,
Huveaune, Sainte Baume*